

Révision du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Québec

La ministre Laforest appelée à garder le cap pour la protection du territoire agricole

Québec, le 25 septembre 2019 – Le Conseil régional de l'environnement (CRE) de la Capitale-Nationale, Équiterre, la Fondation David Suzuki, l'UPA de Québec - Jacques-Cartier, Vivre en Ville et Voix citoyenne s'allient aujourd'hui pour appeler la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) à garder le cap en matière de gestion de l'urbanisation et de protection du territoire agricole. Ils lui demandent de refuser d'approuver le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Québec révisé (SADR) qui propose le dézonage de 567 hectares en zone agricole.

En octobre 2018, le MAMH avait rendu un avis de non-conformité aux orientations gouvernementales en aménagement du territoire concernant la version précédente du SADR. Les organisations signataires souscrivent toujours aux [analyses de non-conformité](#) selon lesquelles « la démonstration des besoins d'espaces se traduisant par un agrandissement de périmètre d'urbanisation n'est pas satisfaisante » (MAPAQ, 2018). Le périmètre urbain actuel de l'agglomération de Québec est suffisant pour accueillir les nouveaux ménages prévus, à condition de miser sur un style différent de développement.

Dans la dernière version de son document, en attente d'approbation, l'agglomération de Québec maintient exactement les mêmes visées d'expansion du périmètre d'urbanisation en zone agricole. Si le ministère venait à l'approuver, acceptant des justifications boiteuses sur les besoins en développement, un dangereux précédent serait créé à l'échelle québécoise, entérinant la vision d'un territoire agricole considéré comme une banque de terrains potentiels à urbaniser. Face à la décision imminente qu'elle doit rendre, les organisations appellent donc la ministre Laforest à faire preuve de cohérence dans ce dossier.

Citations :

« Alors même que la CMQ a reconnu l'urgence climatique au [printemps dernier](#), il est impératif de densifier autour des infrastructures existantes et d'investir les espaces inutilisés ou sous-utilisés pour créer des milieux de vie complets afin d'assurer la résilience de notre territoire », clame **Alexandre Turgeon, directeur général du Conseil régional de l'environnement (CRE) de la Capitale-Nationale.**

« Les terres agricoles sont une ressource stratégique pour assurer la sécurité alimentaire future des Québécois dans le contexte des changements climatiques. Nous devons mettre

un terme à l'empiètement et à la spéculation immobilière sur notre territoire agricole », conclut **Karel Mayrand, directeur de la Fondation David Suzuki pour le Québec.**

« En plus d'être nourricières, les terres agricoles font partie de la solution climatique si on en fait une gestion intelligente nous apprend un récent rapport du GIEC. Nous nous devons de protéger ces richesses collectives en assurant un aménagement durable de notre territoire et cela commence par la protection de ces terres. Le développement urbain ne doit pas se faire au préjudice du territoire agricole. Il ne devrait même plus y avoir de débat sur cette question », affirme **Colleen Thorpe, directrice générale d'Équiterre.**

« La ministre doit prendre position et refuser le schéma, qui va à l'encontre des grandes orientations gouvernementales. L'urbanisation ne doit pas passer par le dézonage de terres agricoles, un bien inestimable pour notre collectivité », rappelle **Luce Bélanger, présidente de l'UPA de Québec, Jacques-Cartier.**

« C'est par la consolidation plus serrée et structurée des secteurs déjà urbanisés que Québec évitera d'empiéter sur les milieux naturels et agricoles. Et à l'inverse, c'est en contenant la superficie du périmètre d'urbanisation qu'on pourra diriger la croissance et favoriser les projets de requalification, de revitalisation et de densification qui sont souhaités pour Québec. Dézoner et artificialiser irrémédiablement des terres agricoles, pour avoir un potentiel constructible près de deux fois supérieur à la demande, n'a aucun sens », souligne **Christian Savard, directeur général, Vivre en Ville.**

« Les impacts des bouleversements climatiques des dernières années nous démontrent que l'agriculture de proximité joue un rôle primordial pour assurer notre sécurité alimentaire. Le gouvernement du Québec doit veiller à ce que la structuration de la trame urbaine n'empiète pas sur nos terres agricoles. Nourrir notre monde et favoriser un garde-manger local, notamment avec une production agricole variée, c'est mettre à profit la valeur inestimable de ces terres », prévient **Monique Gagnon, porte-parole terres agricoles, Voix citoyenne.**

- 30 -

Source:

Marie-Eve Roy
COPTICOM, Stratégies & Relations publiques
(418) 255-1052
mroy@copticom.ca